

MINISTÈRE DE L'INTERIEUR
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

27 JUILLET 1961. — Loi portant certaines mesures
en faveur du personnel de carrière des cadres d'Afrique (1).

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi s'applique aux personnes de nationalité belge ou luxembourgeoise qui ont été nommées comme membres du personnel de carrière des cadres d'Afrique avant le 30 juin 1960.

Par membre du personnel de carrière des cadres d'Afrique, il faut entendre :

1° Les agents de l'administration d'Afrique, des cadres de l'enseignement, de l'ordre judiciaire et de la police judiciaire des parquets;

2° Les officiers et sous-officiers de la force publique;

3° Les magistrats du Congo Belge et du Ruanda-Urundi;

4° Les membres du personnel enseignant et du personnel scientifique de carrière ou assimilé de l'université officielle du Congo Belge et du Ruanda-Urundi;

5° Les autorités visées par l'arrêté royal du 18 mai 1959 fixant le statut du gouverneur général du Congo Belge, du vice-gouverneur général du Congo Belge, du gouverneur du Ruanda-Urundi, du secrétaire général du Congo Belge, des secrétaires de gouvernement du Congo Belge et des gouverneurs de province du Congo Belge;

6° Les autorités visées par l'arrêté royal du 25 janvier 1960 fixant le statut des hautes autorités du Ruanda-Urundi.

Ne sont pas considérées comme membres du personnel de carrière des cadres d'Afrique, les personnes nommées en qualité d'agent de complément conformément à l'arrêté royal du 24 décembre 1959 et les modifications y apportées, ou engagées en qualité d'agent temporaire.

SECTION I.

Art. 2. Bénéficient des dispositions de la présente section, les membres du personnel de carrière des cadres d'Afrique, qui ont été nommés dans les conditions prévues à l'article 1^{er} et qui se trouvent placés dans l'impossibilité de poursuivre leur carrière par suite des événements.

Sont considérés comme placés dans l'impossibilité de poursuivre leur carrière par suite des événements, les membres du personnel qui, postérieurement au 29 juin 1960, sont appelés à cesser définitivement leurs services pour une cause autre que celles prévues par leur statut et limitativement énumérées ci-dessous :

1° La mise à la retraite par expiration de la durée normale ou prolongée de la carrière ou par limite d'âge;

2° La mise à la retraite anticipée sur demande;

3° L'incapacité physique ou professionnelle;

4° La démission d'office ou la démission offerte et acceptée;

5° La révocation;

(1) Session extraordinaire 1961.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 106-1. — Amendements, n°s 106-2 à 4. — Rapport, n° 106-5. — Amendements, n°s 106-6 à 13.

Annales parlementaires. — Séances des 12 et 13 juillet 1961.

SÉNAT.

Documents parlementaires. — Projet transmis par la Chambre, n° 116. — Rapport, n° 124. — Amendements, n°s 125, 126, 128, 129 et 131.

Annales parlementaires. — Séance du 19 juillet 1961.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN
EN VAN HET OPENBAAR AMBT

27 JULI 1961. — Wet houdende sommige maatregelen
ten gunste van het beroepspersoneel van de kaders van Afrika (1).

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet is van toepassing op de personen van Belgische of Luxemburgse nationaliteit die vóór 30 juni 1960 waren benoemd in de hoedanigheid van leden van het beroepspersoneel der kaders in Afrika.

Onder leden van het beroepspersoneel der kaders in Afrika dient te worden verstaan :

1° De ambtenaren van het bestuur in Afrika, van de onderwijskaders, van de rechterlijke orde en van de gerechtelijke politie van de parketten;

2° De officieren en onderofficieren van de weermacht;

3° De magistraten van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi;

4° De leden van het onderwijzend personeel en van het wetenschappelijk beroepspersoneel, of het ermede gelijkgesteld personeel, van de officiële Universiteit van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi;

5° De overheidspersonen die bedoeld zijn in het koninklijk besluit van 18 mei 1959 tot vaststelling van het statuut van de gouverneur-generaal van Belgisch-Congo, van de vice-gouverneur-generaal van Belgisch-Congo, van de gouverneur van Ruanda-Urundi, van de secretaris-generaal van Belgisch-Congo, van de secretarissen van het gouvernement van Belgisch-Congo en van de provinciegouverneurs van Belgisch-Congo;

6° De overheidspersonen die bedoeld zijn in het koninklijk besluit van 25 januari 1960 tot vaststelling van het statuut van de hoge overheidspersonen in Ruanda-Urundi.

Worden niet beschouwd als leden van het beroepspersoneel der kaders in Afrika, de personen benoemd in hoedanigheid van aanvullingsambtenaar, overeenkomstig het koninklijk besluit van 24 december 1959 en de erin aangebrachte wijzigingen, of de personen aangeworven in hoedanigheid van tijdelijk beambte.

AFDELING I.

Art. 2. Genieten de voordelen van de bepalingen dezer afdeling, de leden van het beroepspersoneel der kaders in Afrika, die benoemd werden in de voorwaarden bepaald in het eerste artikel en die zich in de onmogelijkheid bevinden hun loopbaan voort te zetten ingevolge de gebeurtenissen.

Als in de onmogelijkheid zijnde hun loopbaan voort te zetten ingevolge de gebeurtenissen, worden beschouwd de leden van het personeel die, na 29 juni 1960, geroepen zijn definitief een einde te maken aan hun diensten om een andere reden dan die welke door hun statuut zijn bepaald en die hieronder, op beperkende wijze, zijn opgesomd :

1° De pensionering wegens het verstrijken van de normale of verlengde duur der loopbaan of wegens het bereiken van de leeftijdsgrens;

2° De vervroegde pensionering op eigen verzoek;

3° De lichamelijke of beroepsongeschiktheid;

4° Het ontslag van ambtswege of het aangeboden en aanvaard ontslag;

5° De afzetting;

(1) Buitengewone zitting 1961.

KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS.

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp, nr. 106-1. — Amendementen, nrs. 106-2 tot 4. — Verslag, nr. 106-5. — Amendementen, nrs. 106-6 tot 13.

Parlementaire Handelingen. — Vergaderingen van 12 en 13 juli 1961.

SENAAT.

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp door de Kamer overgezonden, nr. 116. — Verslag, nr. 124. — Amendementen, nrs. 125, 126, 128, 129 en 131.

Parlementaire Handelingen. — Vergadering van 19 juli 1961.

6° La mise à la retraite anticipée ou la relève anticipée des fonctions;

7° L'expiration de la durée normale du mandat;

8° La non-admission à titre définitif décidée pour ne pas avoir satisfait au stage.

Ne constitue pas démission au sens du présent article, la cessation définitive des fonctions résultant de l'application des articles 2 à 10 de l'arrêté royal du 8 décembre 1960 instituant un régime de volontariat dans le territoire du Ruanda-Urundi.

Le 6° du présent article concerne uniquement les magistrats du Congo Belge et du Ruanda-Urundi; le 7° concerne uniquement les autorités visées aux 5° et 6° de l'article 1^{er}, qui ont exercé leurs fonctions au Congo Belge ou au Ruanda-Urundi sous le régime du mandat.

Art. 3. Les membres du personnel visés à l'article 2 jouissent d'un congé de transition de six mois à dater du moment où ils sont considérés comme cessant définitivement leurs services.

Les congés et reliquats des congés de reconstitution ou de fin de terme auxquels les intéressés peuvent encore prétendre à cette date en vertu de leur statut, sont imputés sur la durée du congé de transition. Lorsque la durée de ces congés et reliquats de congé dépasse six mois, le congé de transition est prolongé de la différence.

Le Roi fixe le mode selon lequel est déterminée la date à laquelle les membres du personnel, à l'exclusion des autorités visées à l'article 1^{er}, 5°, sont considérés comme cessant définitivement leurs services.

En ce qui concerne ces autorités, la date de cessation définitive des services se situe au 30 juin 1960.

Si les circonstances le permettent et moyennant leur accord, les membres du personnel visés à l'article 2 peuvent, au cours de leur congé de transition, être replacés en activité. Dans ce cas, le congé de transition est suspendu.

Si, ultérieurement, les intéressés se trouvent à nouveau empêchés de poursuivre leur carrière au sens de l'article 2, les congés et reliquats de congé auxquels ils peuvent encore prétendre pour leurs nouveaux services s'ajoutent à la partie du congé de transition restant due.

Les autorités visées aux 5° et 6° de l'article 1^{er}, qui ont exercé leurs fonctions au Congo Belge ou au Ruanda-Urundi sous le régime du mandat, ne peuvent être replacées en activité pendant une durée supérieure à celle de la partie du mandat qu'il leur restait à accomplir.

Dans les conditions à déterminer par le Roi, le congé de transition ou éventuellement une partie de celui-ci, peut être remplacé par l'octroi d'une allocation égale au montant des traitements et des indemnités familiales auxquels les membres du personnel visés à l'article 2 auraient pu prétendre pour la durée du congé de transition ou de la partie de ce congé restant à courir.

Les membres du personnel dont le congé de transition est ainsi remplacé totalement ou partiellement par une allocation, conservent pour la période correspondant à la totalité du congé de transition, le droit à l'intervention dans leurs frais pour soins de santé.

Art. 4. Le congé de transition octroyé en vertu de l'article 3 est assimilé au congé normal de reconstitution ou de fin de terme prévu par les dispositions statutaires. Durant le congé de transition, les membres du personnel visés à l'article 2 jouissent des traitements, des indemnités familiales et des avantages dus en vertu de ces dispositions pendant la durée du congé normal de reconstitution ou de fin de terme.

Ces traitements et indemnités familiales sont affectés de l'index du coût de la vie au Congo Belge et au Ruanda-Urundi applicable au 30 juin 1960.

Art. 5. Le mandat ou la carrière des membres du personnel visés à l'article 2 prend fin à l'expiration du congé de transition.

Lorsque ce congé est remplacé totalement ou partiellement par une allocation, le mandat ou la carrière prend fin au moment où le congé de transition serait venu à expiration s'il avait été entièrement maintenu.

Art. 6. § 1^{er}. Chaque fois qu'il est procédé à un recrutement en vue de conférer des emplois permanents vacants dans les services de l'Etat, dans les services provinciaux et communaux et dans les organismes d'intérêt public visés par la loi du 16 mars 1954, il est constitué un quota réservé égal à 50 % des emplois à conférer. Lorsque le nombre de ces emplois est un nombre impair, le quota réservé est porté à l'unité immédiatement inférieure à la moitié de ce nombre à moins que, lors du recrutement antérieur,

6° De vervroegde opruiststelling of de vervroegde ambtsonthef-fing;

7° Het verstrijken van de normale duur van het mandaat;

8° Het niet-toelaten in vast verband wegens onvoldoende stage.

Als ontslag, in de zin van dit artikel, wordt niet beschouwd, de definitieve stopzetting van het ambt voortvloeiende uit de toepassing van de artikelen 2 tot 10 van het koninklijk besluit van 8 december 1960 tot instelling van een vrijwilligersregeling in het Ruanda-Urundigebied.

Het 6° van dit artikel heeft alleen betrekking op de magistraten van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi; het 7° heeft alleen betrekking op de in 5° en 6° van het eerste artikel bedoelde overheidspersonen die hun ambt in Belgisch-Congo of in Ruanda-Urundi onder het mandaatsstelsel hebben uitgeoefend.

Art. 3. De in artikel 2 bedoelde personeelsleden genieten een overgangsverlof van zes maanden te rekenen van het tijdstip waarop zij worden geacht definitief een einde te maken aan hun diensten.

De verloven en het tegoed der herstelverloven waarop de betrokkenen op die datum nog kunnen aanspraak maken krachtens hun statuut, worden aangerekend op de duur van het overgangsverlof. Wanneer de duur van deze verloven en van het verloftegoed zes maanden overschrijdt, wordt het overgangsverlof verlengd met het verschil.

De Koning bepaalt de wijze waarop de datum wordt vastgesteld waarop de personeelsleden, met uitzondering van de in het eerste artikel, 5°, bedoelde overheidspersonen, worden geacht definitief een einde te maken aan hun diensten.

Wat die overheidspersonen betreft, de datum van hun definitieve dienstneerlegging is vastgesteld op 30 juni 1960.

Indien de omstandigheden het mogelijk maken en indien zij erin toestemmen, kunnen de in artikel 2 bedoelde personeelsleden, tijdens hun overgangsverlof, opnieuw in werkelijke dienst worden geplaatst. In dit geval wordt het overgangsverlof geschorst.

Indien de betrokkenen later opnieuw belet zijn hun loopbaan voort te zetten in de zin van artikel 2, worden de verloven en het verloftegoed waarop zij voor hun nieuwe diensten kunnen aanspraak maken gevoegd bij het gedeelte van het overgangsverlof waarop zij nog recht hebben.

De in 5° en 6° van het eerste artikel bedoelde overheidspersonen, die hun ambt in Belgisch-Congo of in Ruanda-Urundi onder het mandaatsstelsel hebben uitgeoefend, kunnen niet opnieuw in werkelijke dienst worden geplaatst tijdens een langere duur dan die van het deel van het mandaat dat zij nog dienden te vervullen.

Onder de door de Koning te bepalen voorwaarden, kan het overgangsverlof of eventueel een gedeelte ervan worden vervangen door een gelduitkering die gelijk is aan het bedrag van de wedde en van de gezinsbijslag, waarop de in artikel 2 bedoelde personeelsleden hadden kunnen aanspraak maken voor de duur van het overgangsverlof of van het gedeelte dat nog moest lopen.

De personeelsleden waarvan het overgangsverlof aldus geheel of gedeeltelijk door een uitkering vervangen wordt, behouden voor een tijdspanne die overeenstemt met deze van de totale duur van het overgangsverlof, het recht op tussenkomst in de kosten voortvloeiende uit geneeskundige zorgen.

Art. 4. Het krachtens artikel 3 toegestane overgangsverlof wordt gelijkgesteld met het normale herstelverlof of met het verlof voor termijneinde, hetwelk door de statutaire bepalingen is vastgesteld. Tijdens het overgangsverlof genieten de in artikel 2 bedoelde personeelsleden de wedden, gezinsbijslagen en voordelen welke, krachtens die bepalingen, tijdens de duur van het normaal herstelverlof of verlof voor termijneinde, verschuldigd zijn.

Op deze wedden en gezinsbijslagen wordt het indexcijfer van de kosten van levensonderhoud toegepast dat in Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi op 30 juni 1960 van kracht was.

Art. 5. Het mandaat of de loopbaan van de in artikel 2 bedoelde personeelsleden neemt een einde bij het verstrijken van het overgangsverlof.

Wanneer dit verlof geheel of gedeeltelijk door een gelduitkering wordt vervangen, neemt het mandaat of de loopbaan een einde op het tijdstip waarop het overgangsverlof zou zijn verstreken indien het in zijn geheel was behouden gebleven.

Art. 6. § 1. Telkenmale er tot aanwerving wordt overgegaan met het oog op het begeven van openstaande permanente betrekkingen in de diensten van de Staat, in de provinciale en gemeentelijke diensten en in de instellingen van openbaar nut die in de wet van 16 maart 1954 worden bedoeld, wordt er een voorbehouden quota vastgesteld dat gelijk is aan 50 % van het aantal te begeven betrekkingen. Wanneer het aantal van deze betrekkingen onpaar is wordt het voorbehouden quota gebracht tot de eenheid die

le même emploi ait été attribué à une personne qui ne bénéficiait pas de la présente loi. Il n'est cependant pas constitué de quota réservé lorsqu'il s'agit de conférer des emplois permanents vacants dans l'armée, la magistrature ou l'enseignement.

Les membres du personnel de carrière des cadres d'Afrique visés à l'article 2 sont recrutés dans les limites des emplois ainsi réservés pour autant qu'ils satisfassent aux conditions suivantes :

- 1° Avoir été nommés à titre définitif comme membres du personnel de carrière des cadres d'Afrique et compter en cette qualité moins de quinze ans de carrière;
- 2° Etre de nationalité belge;
- 3° Etre de conduite irréprochable;
- 4° Jouir des droits civils et politiques;
- 5° Avoir satisfait aux lois sur la milice;
- 6° Posséder les aptitudes physiques, les diplômes ou certificats et, le cas échéant, la pratique professionnelle, requis;
- 7° Avoir introduit régulièrement leur candidature;
- 8° Avoir satisfait à une épreuve d'admission telle qu'elle sera déterminée par le Roi.

Outre ces conditions, il peut être exigé des intéressés, lorsqu'il s'agit de conférer des emplois techniques ou spéciaux, qu'ils satisfassent à certaines conditions d'âge et de capacités scientifiques ou professionnelles. Ces emplois et ces conditions complémentaires sont déterminés par le Roi.

Les emplois réservés sont attribués directement aux intéressés dès qu'ils satisfont aux conditions énumérées aux 2° et 3° alinéas.

Dans le cas où le nombre de membres du personnel satisfaisant aux conditions prévues pour être recrutés, est supérieur au nombre d'emplois réservés, les intéressés sont départagés selon un ordre de préférence établi en fonction de leur activité de service au Congo au cours de la période se situant entre le 30 juin 1960 et la date de la publication de la présente loi, de leur ancienneté de service, du nombre d'enfants entrant en ligne de compte pour l'octroi des indemnités familiales en vertu de leur statut et enfin de leur âge. Le Roi détermine les modalités d'application du régime de préférence spécialement en ce qui concerne le temps de service accompli au Congo depuis le 30 juin 1960.

Dans le cas où le nombre des membres du personnel satisfaisant aux conditions prévues pour être recrutés est inférieur au nombre des emplois réservés, les emplois restant en excédent sont ajoutés au quota non réservé lors du recrutement.

Par contre, dans le cas où les emplois à conférer, quoique constituant des emplois de recrutement, sont accessibles, par voie de concours, aux agents sous statut de grade inférieur des cadres métropolitains ou s'il s'agit d'examens, ou de concours organisés, en vue de permettre l'intégration dans les cadres définitifs d'agents temporaires ou auxiliaires en fonction lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, le Roi aménage, s'il échet, la réservation pure et simple du quota de 50 %.

§ 2. En cas de recrutement à titre temporaire dans les services de l'Etat, dans les services provinciaux et communaux et dans les organismes d'intérêt public visés par la loi du 16 mars 1954, les emplois à conférer sont attribués à raison de 50 % aux membres du personnel de carrière des cadres d'Afrique visés à l'article 2 qui comptent moins de quinze ans de carrière et satisfont aux conditions énumérées au § 1^{er}, deuxième alinéa, 2° à 7°, et troisième alinéa du présent article. La présente disposition n'est cependant pas applicable lorsqu'il s'agit de recrutement à titre temporaire dans l'armée, la magistrature ou l'enseignement.

Dans le cas où le nombre des membres du personnel remplissant ces conditions est supérieur au nombre d'emplois à attribuer à titre temporaire, les intéressés sont départagés selon un ordre de préférence établi conformément aux dispositions du § 1^{er}, cinquième alinéa.

§ 3. Sont dispensés de la condition d'âge maximum fixée par les règles de recrutement pour le recrutement dans les services de l'Etat, dans les services provinciaux et communaux et dans les organismes d'intérêt public visés par la loi du 16 mars 1954, les membres du personnel de carrière visés à l'article 2 et non admis à titre définitif qui, au moment de leur recrutement dans les cadres d'Afrique, n'avaient pas atteint cet âge maximum.

§ 4. Les dispositions du présent article sont applicables pendant une période expirant six ans après le moment où la carrière prend fin conformément à l'article 5. Elles ne concernent pas les emplois à attribuer en vertu de l'article 18 du statut des agents de l'Etat.

onmiddellijk lager ligt dan de helft van dit aantal tenzij, bij de vorige aanwerving, dezelfde betrekking werd toegekend aan een persoon die niet van onderhavige wet genoot. Evenwel wordt geen voorbehouden quota vastgesteld, waar het gaat om het begeven van vaste betrekkingen in het leger, de magistratuur of het onderwijs.

De leden van het beroepspersoneel der kaders van Afrika die in artikel 2 worden bedoeld, worden aangenomen binnen de perken van het aldus vastgestelde aantal en voor zover ze aan de volgende voorwaarden voldoen :

- 1° Met vaste aanstelling benoemd zijn tot leden van het beroepspersoneel der kaders van Afrika en wier loopbaan, in deze hoedanigheid, nog geen vijftien jaar bedraagt;
- 2° Van Belgische nationaliteit zijn;
- 3° Van onberispelijk gedrag zijn;
- 4° De burgerlijke en politieke rechten genieten;
- 5° Aan de militieplichtingen hebben voldaan;
- 6° De vereiste lichamelijke geschiktheid, diploma's of getuigschriften bezitten en gebeurlijk, de nodige beroepspraktijk hebben;
- 7° Een regelmatige kandidatuur hebben ingediend;
- 8° Voldaan hebben bij een toelatingsproef zoals deze door de Koning zal worden bepaald.

Benevens deze voorwaarden kan er, wanneer het gaat om het begeven van technische of speciale betrekkingen, van de belanghebbenden vereist worden dat zij aan zekere voorwaarden op stuk van leeftijd en wetenschappelijke of beroepkundigheden voldoen. Deze betrekkingen en deze bijkomende voorwaarden worden door de Koning bepaald.

De voorbehouden betrekkingen worden rechtstreeks aan belanghebbenden toegewezen vanaf het ogenblik dat zij aan de in het tweede en derde lid opgesomde voorwaarden voldoen.

Ingeval het aantal der personeelsleden, die aan de voorziene voorwaarden voldoen om aangeworven te worden, het aantal der voorbehouden betrekkingen overtreft, worden de belanghebbenden geschild op grond van een rangorde waarin wordt rekening gehouden met hun dienstactiviteit in Congo tijdens de periode, gelegen tussen 30 juni 1960 en de datum van bekendmaking van deze wet, met hun dienstancienniteit, het aantal kinderen die in aanmerking komen voor het toekennen van de gezinsbijslag krachtens hun statuut, en hun leeftijd. De uitvoeringsbepalingen betreffende deze rangorde, inzonderheid met betrekking tot de dienstdaag die sedert 30 juni 1960 in Congo werd doorgebracht, zullen bij koninklijk besluit worden geregeld.

Ingeval het aantal der personeelsleden, die aan de voorziene voorwaarden voldoen om aangeworven te worden, lager ligt dan het aantal der voorbehouden betrekkingen, worden de overblijvende betrekkingen toegevoegd aan het bij de aanwerving niet voorbehouden quota.

Daarentegen, ingeval de te begeven betrekkingen alhoewel zij aanwervingsbetrekkingen zijn, bij vergelijkend examen toegankelijk zijn voor het statutair personeel van lagere rang van de moederlandse kaders of wanneer het examens of vergelijkende examens betreft die ingericht worden ten einde aan tijdelijke personeelsleden of hulpkrachten, die op het ogenblik van het van kracht worden van deze wet reeds in dienst waren, de gelegenheid te geven om in de definitieve kaders te worden opgenomen, past de Koning, desgevallend, het voorbehouden quota van 50 % aan.

§ 2. In geval van aanwerving als tijdelijke in de diensten van de Staat, in de provinciale en gemeentelijke diensten en in de instellingen van openbaar nut die bij de wet van 16 maart 1954 worden bedoeld, worden de toe te wijzen betrekkingen naar rato van 50 % toegewezen aan de in artikel 2 bedoelde leden van het beroepspersoneel der kaders van Afrika wier loopbaan minder dan vijftien jaren bedraagt en die aan de voorwaarden voldoen die in § 1, tweede lid, 2° tot 7°, en derde lid van dit artikel worden opgesomd. Deze bepaling vindt evenwel geen toepassing in geval van aanwerving als tijdelijke in het leger, de magistratuur of het onderwijs.

Ingeval het aantal der personeelsleden die aan deze voorwaarden voldoen het aantal der openstaande tijdelijke betrekkingen overtreft, worden de belanghebbenden geschild volgens een rangorde die opgemaakt wordt overeenkomstig de bepalingen van § 1, vijfde lid.

§ 3. Dienen niet te voldoen aan de voorwaarde omtrent de maximumleeftijdsgrens zoals deze is vastgesteld door de aanwervingsvoorschriften met het oog op de aanwerving in de diensten van de Staat, in de provinciale en gemeentelijke diensten en in de instellingen van openbaar nut die bij de wet van 16 maart 1954 worden bedoeld, de in artikel 2 bedoelde en niet in vaste dienst aangenomen leden van het beroepspersoneel die, op het ogenblik van hun aanwerving in de kaders van Afrika, deze maximumleeftijdsgrens niet hadden bereikt.

§ 4. Het bepaalde in dit artikel zijn van toepassing gedurende een tijdsduur die verstrijkt zes jaar na de datum van de beëindiging van de loopbaan overeenkomstig artikel 5. Zij betreffen niet de krachtens het artikel 18 van het statuut van het Rijkspersoneel te begeven betrekkingen.

Art. 7. § 1^{er}. A partir du moment où il est mis fin à leur carrière, la situation des membres du personnel visés à l'article 2 est réglée, sur le plan pécuniaire, conformément aux dispositions des articles 8 à 23 et des articles 25 et 26 de la présente loi.

Le bénéfice des articles 8, 9, 10 et 11 est subordonné à l'introduction d'une demande dans un délai d'un an à compter du jour où prend fin la carrière.

La forme dans laquelle cette demande doit être introduite est déterminée par le Roi.

§ 2. Le Roi peut, par voie de mesures générales ou particulières, organiser, à l'intention des membres du personnel visé à l'article 2, des cours de formation et de perfectionnement en vue de préparer les intéressés à l'exercice de fonctions dans les administrations métropolitaines, dans les organismes internationaux et dans des pays étrangers — plus particulièrement les pays en voie de développement — qui pourraient faire appel à des spécialistes belges.

Art. 8. Les membres du personnel visés à l'article 2 qui n'ont pas été admis à titre définitif en l'une des qualités énumérées à l'article 1^{er}, 1^o à 4^o, ainsi que les autorités visées aux 5^o et 6^o de cet article qui comptent moins de trois ans de carrière, reçoivent une allocation de capital tenant lieu de pension.

Le montant de cette allocation est établi sur la base du traitement pris en considération, en vertu de l'article 15, pour le calcul de la pension, à raison de 1,2 p. c. de ce traitement par mois de service lorsque les intéressés comptent moins de deux ans de service et 1,3 p. c. lorsqu'ils comptent deux ans de service ou plus. En aucun cas, le montant de l'allocation ne peut être inférieur à trois fois le taux mensuel du dernier traitement d'activité atteint au moment où prend fin la carrière.

Le temps de service dont il est tenu compte est celui pris en considération pour le calcul de la pension conformément à l'article 15.

Les intéressés bénéficient en outre d'une indemnité égale à six fois le taux mensuel des indemnités familiales prévues par leur statut en faveur des agents en activité de service.

Sont pris en considération les membres de la famille qui, au moment où prend fin la carrière, entrent en ligne de compte en vertu des dispositions statutaires pour l'octroi des indemnités familiales.

Art. 9. § 1^{er}. Les membres du personnel visés à l'article 2 qui ont été admis à titre définitif en l'une des qualités énumérées à l'article 1^{er}, 1^o à 4^o, et comptent moins de quinze ans de carrière ainsi que les autorités visées aux 5^o et 6^o du même article qui comptent trois ans de carrière au moins et moins de quinze ans de carrière, reçoivent, pendant une durée égale à celle de la partie de la carrière qu'ils ont accomplie, avec un maximum de six ans, une indemnité d'attente liquidée mensuellement.

Le taux annuel de cette indemnité est égal au quart du taux annuel du dernier traitement d'activité acquis au moment où prend fin la carrière.

Les intéressés bénéficient en outre, pendant la même durée, des indemnités familiales prévues par leur statut en faveur des agents en activité de service.

Toutefois, à partir du septième mois, les intéressés bénéficient, en matière d'allocations familiales, du régime prévu en faveur des agents de l'Etat en activité de service.

Les avantages prévus par le présent article cessent d'être accordés dès que les intéressés se trouvent dans les conditions requises pour obtenir une pension de retraite conformément au § 2.

§ 2. A l'expiration d'une durée égale à celle des services effectifs qu'ils auraient encore dû accomplir pour totaliser quinze ans de carrière s'ils étaient restés en service, les membres du personnel visés au § 1^{er} obtiennent une pension de retraite.

Cette pension est calculée conformément aux dispositions de l'article 15. Elle n'est affectée d'aucun coefficient réducteur lorsque les intéressés totalisent au moins neuf ans de carrière. Lorsqu'ils totalisent moins de neuf ans de carrière, la pension est affectée du coefficient réducteur suivant :

8 ans de carrière et moins de 9 ans : coefficient réducteur 0,950;

6 ans de carrière et moins de 8 ans : coefficient réducteur 0,900;

4 ans de carrière et moins de 6 ans : coefficient réducteur 0,850;

Moins de 4 ans de carrière : coefficient réducteur 0,800.

Art. 7. § 1. Vanaf het tijdstip waarop een einde wordt gemaakt aan hun loopbaan, wordt de toestand van de in artikel 2 bedoelde personeelsleden, op geldelijk gebied geregeld overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 8 tot 23 en van de artikelen 25 en 26 van deze wet.

Het voordeel van de artikelen 8, 9, 10 en 11 is ondergeschikt aan het indienen van een aanvraag binnen de termijn van één jaar te rekenen vanaf de dag waarop de loopbaan een einde neemt.

De Koning stelt de vorm vast waarin deze aanvraag moet worden ingediend.

§ 2. De Koning kan door algemene dan wel bijzondere maatregelen, ten behoeve van de bij artikel 2 bedoelde personeelsleden, opleidings- en volmakingscursussen inrichten, ten einde de belanghebbenden voor te bereiden op de uitoefening van functies in de moederlandse besturen, in de internationale instellingen en in vreemde landen — meer in het bijzonder in de ontwikkelingslanden — die een beroep op Belgische specialisten mochten doen.

Art. 8. De in artikel 2 bedoelde personeelsleden die niet in vast verband werden aangenomen in één der in het eerste artikel, 1^o tot 4^o, opgesomde hoedanigheden alsook de in hetzelfde artikel, 5^o en 6^o, bedoelde overheidspersonen, die minder dan drie jaren loopbaan tellen, ontvangen een kapitaaluitkering die het pensioen vervangt.

Het bedrag van deze uitkering wordt vastgesteld op grond van de wedde welke, krachtens artikel 15, in aanmerking wordt genomen voor de berekening van het pensioen, naar rato van 1,2 t. h. van deze wedde per maand dienst wanneer de belanghebbenden minder dan twee jaren dienst tellen en 1,3 t. h. wanneer zij twee jaren en meer dienst tellen. In geen geval mag het bedrag van de uitkering lager zijn dan driemaal het maandelijks bedrag van de laatste activiteitswedde bekomen op het tijdstip waarop de loopbaan een einde neemt.

De diensttijd waarmee rekening wordt gehouden is die welke in aanmerking komt voor de berekening van het pensioen, overeenkomstig artikel 15.

De belanghebbenden genieten bovendien een vergoeding gelijk aan zesmaal het maandelijks bedrag van de gezinsbijslag bepaald door hun statuut ten gunste van de ambtenaren in werkelijke dienst.

In aanmerking komen de gezinsleden die, op het tijdstip waarop de loopbaan een einde neemt, krachtens de statutaire bepalingen op de toekenning van de gezinsbijslag recht hebben.

Art. 9. § 1. De in artikel 2 bedoelde personeelsleden die vast benoemd zijn in één der in het eerste artikel, 1^o tot 4^o, opgesomde hoedanigheden en minder dan vijftien jaren dienst tellen, alsmede de in artikel 1, 5^o en 6^o, bedoelde overheidspersonen die minstens drie jaren en minder dan vijftien jaren dienst tellen, krijgen, gedurende een periode gelijk aan het gedeelte van de loopbaan dat zij hebben volbracht, met een maximum van zes jaren, een wachtgeld dat maandelijks wordt uitgekeerd.

Het bedrag per jaar van dat wachtgeld is gelijk aan het vierde van het jaarbedrag van de laatste activiteitswedde bekomen op het tijdstip waarop de loopbaan eindigt.

Bovendien komen de betrokkenen, tijdens dezelfde periode, in aanmerking voor de gezinsbijslag bepaald in hun statuut ten voordele van de ambtenaren in actieve dienst.

Niettemin hebben de betrokkenen, op het stuk van kinderbijslag, vanaf de zevende maand recht op de regeling die ten gunste van het rijkspersoneel in werkelijke dienst van kracht is.

De in dit artikel bepaalde voordelen worden niet meer toegekend, van zodra de betrokkenen voldoen aan de vereisten om, overeenkomstig § 2, een rustpensioen te bekomen.

§ 2. Bij het verstrijken van een periode gelijk aan deze welke zij in actieve dienst hadden moeten doorbrengen om een loopbaan van vijftien jaren te volbrengen, indien zij in dienst gebleven waren, bekomen de in § 1 bedoelde personeelsleden een rustpensioen.

Dit pensioen wordt berekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 15. Geen enkele verminderingscoëfficiënt wordt erop toegepast indien de betrokkenen ten minste negen jaren loopbaan tellen. Wanneer zij minder dan negen jaren loopbaan tellen, wordt op het pensioen de volgende verminderingscoëfficiënt toegepast :

8 jaren en minder dan 9 jaren loopbaan : verminderingscoëfficiënt 0,950;

6 jaren en minder dan 8 jaren loopbaan : verminderingscoëfficiënt 0,900;

4 jaren en minder dan 6 jaren loopbaan : verminderingscoëfficiënt 0,850;

Minder dan 4 jaren loopbaan : verminderingscoëfficiënt 0,800.

§ 3. Les pensions prévues au § 2 du présent article sont cessibles et saisissables dans les limites fixées ci-après pour les créances découlant de prêts consentis par des organismes de crédit agréés en vue d'investissements destinés à l'installation et au reclassement professionnel des intéressés :

1° Pour les vingt premières annuités lorsqu'il s'agit d'agents comptant moins de 9 ans de services effectifs;

2° Pour les dix premières annuités lorsqu'il s'agit d'agents comptant 9 et moins de 12 ans de services effectifs;

3° Pour les cinq premières annuités lorsqu'il s'agit d'agents comptant 12 et moins de 15 ans de services effectifs.

Art. 10. Les membres du personnel visés à l'article 2, qui comptent quinze ans de carrière ou plus, obtiennent une pension de retraite calculée conformément aux dispositions de l'article 15, sans qu'il soit cependant fait application d'un coefficient réducteur.

La pension ainsi calculée est affectée du coefficient 1,05 sans toutefois pouvoir dépasser le montant de la pension établi, conformément au premier alinéa, pour une carrière de vingt-trois ans.

Le bénéfice de la majoration prévue au précédent alinéa cesse d'être accordée aux intéressés durant les périodes visées à l'article 12, § 1^{er}, 1°, 2° et 3°.

Art. 11. Les membres du personnel visés à l'article 2 qui bénéficient d'une pension de retraite en application des dispositions de la présente section, bénéficient, en matière d'allocations familiales, du régime prévu en faveur des agents de l'Etat pensionnés.

Art. 12. § 1^{er}. Les membres du personnel visés à l'article 2 qui ont été admis à titre définitif et comptent moins de quinze ans de carrière cessent de bénéficier de l'indemnité d'attente et de l'indemnité familiale complémentaire prévues à l'article 9, § 1^{er}, ainsi que de la pension de retraite prévue au § 2, du même article :

1° Pendant qu'ils occupent un emploi dans les services de l'Etat, d'une province, d'une commune, d'une association de communes, d'un organisme d'intérêt public visé par la loi du 16 mars 1954 ou d'un organisme d'intérêt public ou d'enseignement régulièrement subventionné par l'Etat;

2° Pendant qu'ils occupent un emploi pour compte d'un gouvernement étranger lorsque le Trésor belge supporte en tout ou en partie la charge de la rémunération qui leur est allouée par ce gouvernement;

3° Pendant qu'ils occupent un emploi dans un organisme international déterminé par le Roi et dans les conditions fixées par lui;

4° Pendant qu'ils bénéficient à un titre métropolitain, d'une des pensions visées aux articles 1^{er}, 5 et 7 de la loi du 20 mars 1958 relative au cumul des pensions et des traitements et au régime des pensions de retraite afférentes à des fonctions multiples.

§ 2. Les membres du personnel qui, en application des dispositions du § 1^{er} du présent article, cessent de bénéficier de l'indemnité d'attente et de l'indemnité familiale complémentaire prévues à l'article 9, § 1^{er}, ou de la pension de retraite prévue au § 2, du même article, reçoivent une indemnité dégressive de compensation et de réadaptation. Cette indemnité est accordée en dix annuités. Chaque annuité est calculée sur la base du dernier traitement d'activité atteint au moment où la carrière d'Afrique a pris fin, affecté de l'index du coût de la vie au Congo Belge et au Ruanda-Urundi applicable à cette date.

Le montant de la première annuité correspond à 5, 10, 15 ou 20 p. c. de ce traitement selon que les intéressés, comme membres du personnel d'Afrique, comptent plus de trois ans de services effectifs et n'ont obtenu de promotion ou ont obtenu une, deux ou plus de deux promotions.

Le montant de chacune des annuités suivantes est réduit, par rapport au montant de la précédente, d'une somme égale à 0,5, 1, 1,5 ou 2 p. c. du traitement servant de base au calcul suivant la même distinction.

L'indemnité de compensation et de réadaptation n'est pas accordée ou cesse d'être accordée, pour les annuités restant encore à échoir, lorsque plus de treize ans se sont écoulés depuis le moment où la carrière d'Afrique a pris fin.

L'indemnité de compensation et de réadaptation ne peut être cumulée, pendant la même période, avec les avantages prévus à l'article 9, § 1^{er} ou § 2.

Pour l'application du présent paragraphe, il est retranché du nombre de promotions obtenues durant la carrière d'Afrique, un

§ 3. De in § 2 van onderhavig artikel voorziene pensioenen zijn vatbaar voor overdracht en beslag, onder de hierna vermelde beperkingen voor wat betreft de schuldvorderingen die voortvloeien uit een lening toegestaan door erkende kredietinstellingen met het oog op de investeringen bestemd voor de installatie en de beroepsherklassering van de belanghebbenden :

1° Voor de eerste twintig annuïteiten wanneer het ambtenaren betreft die minder dan 9 jaren werkelijke dienst tellen;

2° Voor de eerste tien annuïteiten wanneer het ambtenaren betreft die 9 jaren en minder dan 12 jaren werkelijke dienst tellen;

3° Voor de eerste vijf annuïteiten wanneer het ambtenaren betreft die 12 jaren en minder dan 15 jaren werkelijke dienst tellen.

Art. 10. De in artikel 2 bedoelde personeelsleden, die vijftien of meer jaren loopbaan tellen, bekomen een rustpensioen berekend overeenkomstig het bepaalde in artikel 15 zonder dat hierop een verminderingcoëfficiënt wordt toegepast.

Op het aldus berekende pensioen wordt een coëfficiënt van 1,05 toegepast zonder dat het nochtans het overeenkomstig het eerste lid vastgestelde pensioenbedrag voor een loopbaan van drieëntwintig jaar mag overschrijden.

Het voordeel van de in het vorige lid bedoelde verhoging wordt aan de belanghebbenden niet meer toegekend over de tijdsbestekken bedoeld in artikel 12, § 1, 1°, 2° en 3°.

Art. 11. De in artikel 2 bedoelde personeelsleden die een rustpensioen genieten bij toepassing van de bepalingen van deze afdeling, komen inzake gezinsbijslag in aanmerking voor de regeling die op de gepensioneerde Rijksambtenaren wordt toegepast.

Art. 12. § 1. De in artikel 2 bedoelde personeelsleden die in vaste dienst werden aangenomen en die minder dan vijftien jaar loopbaan tellen, houden op het wachtgeld en de aanvullende gezinsbijslag te genieten voorzien in artikel 9, § 1, evenals het rustpensioen voorzien bij § 2, van hetzelfde artikel :

1° Terwijl zij een betrekking bekleden in de diensten van de Staat, van een provincie, van een gemeente, van een vereniging van gemeenten, van een organisme van openbaar nut bedoeld bij de wet van 16 maart 1954 of van een door de Staat regelmatig gesubsidieerd organisme van openbaar nut of onderwijsinstelling;

2° Terwijl zij een betrekking bekleden voor rekening van een vreemde regering, wanneer de Belgische Schatkist geheel of gedeeltelijk de bezoldiging te haren laste neemt die hun door deze regering wordt toegekend;

3° Terwijl zij een betrekking bekleden in een internationaal lichaam bepaald door de Koning en onder door hem te stellen voorwaarden;

4° Terwijl zij een moederlands pensioen genieten bedoeld bij artikelen 1, 5 en 7 van de wet van 20 maart 1958 betreffende de cumulatie van pensioenen en wedden en de regeling inzake rustpensioenen die aan verschillende ambten verbonden zijn.

§ 2. De personeelsleden die, in toepassing van de beschikkingen van § 1 van onderhavig artikel, ophouden het wachtgeld en de aanvullende gezinsbijslag te genieten voorzien bij artikel 9, § 1, of het rustpensioen voorzien bij § 2 van hetzelfde artikel, ontvangen een degressieve compensatie- en wederaanpassingsvergoeding. Deze vergoeding wordt in tien annuïteiten toegekend. Elke annuïteit wordt berekend op basis van de laatste activiteitswedde bereikt op het ogenblik dat de loopbaan in Afrika een einde neemt, met toepassing van het indexcijfer van de kosten van levensonderhoud in Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi dat op die datum van kracht was.

Het bedrag van de eerste annuïteit is gelijk aan 5, 10, 15 of 20 t. h. van deze wedde naar gelang betrokkenen, als personeelsleden in Afrika, meer dan drie jaren in effectieve dienst zijn geweest en geen, een, twee of meer dan twee bevorderingen bekomen hebben.

Het bedrag van elk der volgende annuïteiten wordt ten aanzien van het bedrag van de vorige, verminderd met een som gelijk aan 0,5, 1, 1,5 of 2 t. h. van de wedde die als basis van de berekening volgens hetzelfde onderscheid gediend heeft.

De compensatie- en wederaanpassingsvergoeding wordt niet toegekend of houdt op toegekend te worden voor de nog te vervallen annuïteiten wanneer meer dan dertien jaren verstreken zijn sinds het ogenblik waarop de loopbaan in Afrika een einde heeft genomen.

De compensatie- en wederaanpassingsvergoeding mag, gedurende dezelfde periode, niet gecumuleerd worden met de voordelen voorzien in artikel 9, § 1 of § 2.

Voor de toepassing van onderhavige paragraaf, wordt van het aantal der gedurende de loopbaan in Afrika bekomen bevorderingen

nombre égal à celui des promotions obtenues par les membres du personnel dans leur administration ou corps métropolitain d'origine avant d'être remis à la disposition de ceux-ci.

§ 3. Les services rendus comme membres du personnel de carrière des cadres d'Afrique par les personnes visées au § 1^{er} du présent article sont admissibles pour l'établissement de la carrière pécuniaire et le calcul du traitement métropolitain en cas de recrutement ou de reprise de service dans les administrations, corps et organismes dont question au 1^o de ce paragraphe.

Ils sont également admissibles pour le calcul du taux des pensions de retraite attribués pour les services prestés auprès de ceux-ci et pour l'ouverture du droit à ces pensions.

Pour le calcul de ces divers avantages, les services rendus comme membres du personnel de carrière des cadres d'Afrique sont comptés simples. Toutefois, ils sont comptés à raison d'une fois et demie leur durée réelle pour le calcul du taux des pensions de retraite.

§ 4. Les membres du personnel visés au § 1^{er} qui sont nommés à titre définitif à un emploi permanent dans les administrations, corps ou organismes énumérés au 1^o de ce paragraphe peuvent opter définitivement pour le régime prévu aux §§ 2 et 3. Dans ce cas, ils perdent définitivement droit aux avantages prévus à l'article 9.

Pour autant qu'ils satisfassent aux mêmes conditions de nomination et qu'ils remplissent les conditions prévues par la législation belge pour ouvrir éventuellement le droit à une pension de veuves et d'orphelins, les intéressés peuvent obtenir, à leur demande, le transfert au Trésor public belge, en vue de la validation de services pour la constitution d'une pension métropolitaine de survie, de tout ou partie des cotisations personnelles retenues sur leur traitement et détenues par la Caisse d'Assurance du Congo Belge et du Ruanda-Urundi.

Les dispositions du présent paragraphe, de même que celles des §§ 1^{er}, 2, et 3, sont applicables aux autorités visées aux 5^o et 6^o de l'article 1^{er} qui comptent trois ans de carrière au moins et moins de quinze ans.

Art. 13. § 1^{er}. Si les circonstances le permettent et moyennant l'accord des intéressés, les membres du personnel visés à l'article 2 dont la carrière a pris fin peuvent être rappelés en activité de service par le Ministre ayant dans ses attributions l'assistance au Congo et au Ruanda-Urundi.

Dans ce cas, la situation statutaire des intéressés est réglée comme s'ils avaient été placés dans l'entretemps en disponibilité pour convenances personnelles, le droit aux avantages résultant de l'application des dispositions de la présente section leur restant acquis pour la période antérieure à la reprise de service.

Si un membre du personnel visé à l'article 8 est rappelé en activité et nommé à titre définitif, sa situation est revue dès l'origine sur la base des dispositions de l'article 9. L'excédent éventuel de l'allocation de capital sur l'indemnité d'attente augmentée s'il échet des allocations familiales, doit être remboursée par l'intéressé.

Pendant la période de reprise de service, l'application de ces dispositions est suspendue. A l'expiration de cette période, les avantages dus en vertu de ces dispositions, à l'exception du congé de transition et l'indemnité dégressive de compensation et de réadaptation prévue à l'article 12, sont recalculés en tenant compte des services prestés depuis la remise en activité.

Toutefois, les intéressés cessent de bénéficier des avantages prévus par la présente loi si leur nouvelle cessation de service résulte d'une des causes statutaires énumérées à l'article 2.

Ils sont alors soumis au régime des pensions applicables en vertu des dispositions légales en vigueur au 30 juin 1960 aux membres du personnel faisant partie de la catégorie à laquelle ils appartiennent et qui cessent définitivement leurs services pour l'une de ces causes.

Les modalités d'application du présent article sont réglées par le Roi.

§ 2. Les membres du personnel visé à l'article 2 dont la carrière a pris fin peuvent également, moyennant leur accord, être chargés par le gouvernement de missions spéciales auprès des organismes internationaux, des services publics ou organismes dépendant d'un gouvernement étranger — plus particulièrement les pays en voie de développement — qui pourraient faire appel à des spécialistes belges.

Pendant la durée des missions, l'application aux intéressés des dispositions de la présente loi est suspendue.

La situation administrative et pécuniaire des personnes chargées des missions conformément au présent article est fixée par le Roi.

een aantal afgetrokken gelijk aan dit van de bevorderingen die de personeelsleden in hun bestuur of moederlands korps van oorsprong bekomen hebben vooraleer opnieuw ter beschikking van deze te worden gesteld.

§ 3. De diensten als leden van het beroepspersoneel der kaders in Afrika gepresteerd door de personen bedoeld in § 1 van onderhavig artikel, komen in aanmerking voor het vaststellen van de geldelijke loopbaan en de berekening van de moederlandse wedde in geval van aanwerving of wederindienstneming in de besturen, korpsen en organismen waarvan sprake in 1^o van die paragraaf.

Zij komen eveneens in aanmerking voor het berekenen van het bedrag van de rustpensioenen toegekend voor bij deze bewezen diensten en voor de opening van het recht op die pensioenen.

Voor de berekening van deze onderscheidene voordelen, worden de diensten, gepresteerd als leden van het beroepspersoneel der kaders in Afrika, enkel geteld. Nochtans wordt hun werkelijke duur met een en half vermenigvuldigd voor de berekening van het bedrag der rustpensioenen.

§ 4. De personeelsleden bedoeld in § 1, die vastbenoemd worden in een permanente betrekking in de administraties, korpsen en organismen opgesomd in 1^o van die paragraaf mogen definitief opteren voor het stelsel voorzien in §§ 2 en 3. In dit geval verliezen zij definitief het recht op de voordelen voorzien in artikel 9.

Voor zover zij voldoen aan dezelfde voorwaarden van benoeming of de voorwaarden vervullen voorzien door de Belgische wetgeving om eventueel het recht op een weduwen- en wezenpensioen te openen mogen de belanghebbenden op eigen aanvraag, de overdracht aan de Belgische Schatkist vragen van alle of een gedeelte der persoonlijke bijdragen afgehouden op hun wedde en in het bezit van de Verzekeringskas van Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi, zulks ten einde hun diensttijd te valideren voor de vestiging van een moederlands overlevingspensioen.

De beschikkingen van onderhavige paragraaf zoals deze van §§ 1, 2 en 3, zijn toepasselijk op de overheidspersonen bedoeld bij 5^o en 6^o van het eerste artikel die minstens drie jaar en minder dan vijftien jaar loopbaan tellen.

Art. 13. § 1. Indien de omstandigheden het toelaten en mits de belanghebbenden ermee akkoord gaan, kunnen de in artikel 2 bedoelde personeelsleden wier loopbaan beëindigd is, terug in actieve dienst worden geroepen door de Minister die bevoegd is inzake bijstand aan Congo en Ruanda-Urundi.

In dit geval wordt de statutaire toestand van de belanghebbenden geregeld alsof zij intussen ter beschikking werden gesteld om persoonlijke redenen, terwijl zij het recht behouden op de voordelen die voortspruiten uit de toepassing van de bepalingen dezer afdeling, voor de periode die aan de diensterneming voorafgaat.

Indien een in artikel 8 bedoeld personeelslid terug in actieve dienst geroepen en definitief benoemd wordt, wordt zijn toestand van het begin af herzien op basis van de bepalingen van artikel 9. Het eventueel overschot van de kapitaalsuikering op het wachtgeld, desgevallend vermeerderd met de gezinsbijslag, moet door belanghebbende terugbetaald worden.

Tijdens de periode van diensterneming, wordt de toepassing dezer bepalingen geschorst. Bij het verstrijken van deze periode, worden, met uitzondering wat betreft het overgangsverlof en de degressieve compensatie en wederaanpassingsvergoeding, voorzien in artikel 12, de voordelen welke krachtens die bepalingen zijn verschuldigd terug berekend met inachtneming van de diensten die sedert de diensterneming werden gepresteerd.

De belanghebbenden komen echter niet meer in aanmerking voor de in deze wet bepaalde voordelen, indien hun nieuwe dienststopzegging voortvloeit uit een der in artikel 2 opgesomde statutaire voorwaarden.

In dit geval worden zij onderworpen aan de pensioenregeling die, volgens de wettelijke bepalingen die op 30 juni 1960 van kracht waren, van toepassing was op de personeelsleden die deel uitmaken van de categorie waartoe zij behoren en die om een van deze redenen hun diensten definitief stopzetten.

De toepassingsmodaliteiten van dit artikel worden door de Koning geregeld.

§ 2. De leden van het in artikel 2 bedoelde personeel, wier loopbaan is geëindigd, kunnen met hun toestemming door de regering eveneens worden belast met bijzondere opdrachten bij internationale organisaties, bij overheidsdiensten of lichamen die van een vreemde regering afhangen — meer in het bijzonder in ontwikkelingslanden — welke een beroep mochten doen op Belgische specialisten.

Tijdens de duur van de opdrachten wordt de toepassing van de bepalingen van deze wet op de betrokkenen opgeschort.

De administratieve en geldelijke toestand van de personen, overeenkomstig dit artikel met opdrachten belast, wordt door de Koning bepaald.

Art. 14. Le dernier traitement d'activité pris en considération pour déterminer le montant de l'indemnité d'attente prévue à l'article 9, § 1^{er}, est celui atteint au moment où prend fin la carrière, calculé conformément aux dispositions statutaires en vigueur au 30 juin 1960 et affecté de l'index du coût de la vie au Congo Belge et au Ruanda-Urundi applicable à cette date.

Le taux des indemnités familiales pris en considération pour déterminer le montant de l'indemnité prévue à l'article 8, est celui prévu pour la position d'activité de service par les dispositions statutaires en vigueur au 30 juin 1960. Il est affecté de l'index du coût de la vie au Congo Belge et au Ruanda-Urundi applicable à cette date.

Pour la période postérieure au 30 juin 1960, l'indemnité prévue à l'article 8, l'indemnité d'attente prévue à l'article 9, § 1^{er}, ainsi que l'indemnité dégressive de compensation et de réadaptation prévue à l'article 12, sont soumises aux fluctuations du coût de la vie en Belgique selon le mode déterminé par le Roi. Il en est de même des traitements et indemnités familiales afférents au congé de transition prévu aux articles 3 et 4.

Art. 15. § 1^{er}. Les pensions de retraite prévues aux articles 9, § 2, et 10, sont calculées selon le mode de calcul prévu, pour la détermination du taux des pensions de retraite, par les dispositions fixant le régime des pensions allouées aux agents administratifs, militaires et de l'ordre judiciaire du Congo Belge et du Ruanda-Urundi, telles qu'elles étaient en vigueur au 30 juin 1960.

§ 2. Le traitement pris en considération pour le calcul des pensions dont question au § 1^{er} est le dernier traitement d'activité atteint au moment où prend fin la carrière.

Pour les membres du personnel de carrière des cadres d'Afrique détachés auprès de l'université officielle du Congo Belge et du Ruanda-Urundi, il est tenu compte du dernier traitement d'activité atteint à ce moment par les intéressés comme membres du personnel enseignant ou scientifique de carrière ou assimilé de cette université.

Le dernier traitement d'activité est calculé conformément aux dispositions statutaires en vigueur au 30 juin 1960. Il est affecté du coefficient 100/124 en ce qui concerne les membres du personnel de carrière des cadres d'Afrique visés à l'article 1^{er}, 1^o, 2^o, 4^o, 5^o et 6^o.

Toutefois, ce traitement, après avoir été affecté s'il échet du coefficient 100/124, ne peut dépasser 350 000 francs pour le calcul de la pension de retraite prévue à l'article 9, § 2.

§ 3. Sont pris en considération pour déterminer le taux des pensions dont question au § 1^{er}, les services et périodes assimilées entrant en ligne de compte pour le calcul de la carrière en vertu des dispositions statutaires en vigueur au 30 juin 1960 ainsi que la majoration forfaitaire qui, en application de ces dispositions, représente les congés de reconstitution ou les congés de fin de terme. Cette majoration est égale à un sixième pour les agents totalisant moins de quinze ans de carrière.

Les services rendus au Congo après le 30 juin 1960 sont comptés à raison d'une fois et demie leur durée réelle; toutefois la bonification résultant de cette valorisation ne peut dépasser trois années de services ou porter le total des services à plus de vingt-trois ans.

Il n'est pas tenu compte, pour déterminer le taux des pensions dont question au § 1^{er}, des services ayant donné lieu à l'octroi des allocations spéciales prévues par le décret du 12 février 1937, à moins que les intéressés aient opté pour le régime de la pension prévue par le décret du 4 avril 1955 et les modifications y apportées ultérieurement.

§ 4. Les pensions de retraite accordées en application des articles 9, § 2, et 10, ne peuvent dépasser les maxima prévus pour les pensions de retraite par les dispositions fixant le régime des pensions allouées aux agents administratifs, militaires et de l'ordre judiciaire du Congo Belge et du Ruanda-Urundi, telles qu'elles étaient en vigueur au 30 juin 1960.

§ 5. Les minima de pension prévus par le décret du 20 mars 1951 complété par le décret du 27 juin 1955 ne sont pas applicables aux pensions de retraite accordées par application de l'article 9, § 2.

Art. 14. De laatste activiteitswedde die in aanmerking wordt genomen om het bedrag van het in artikel 9, § 1, bepaalde wachtgeld vast te stellen, is die welke is bereikt op het tijdstip waarop de loopbaan eindigt. Zij wordt berekend overeenkomstig de statutaire bepalingen van kracht op 30 juni 1960 en is onderworpen aan het indexcijfer van de kosten van levensonderhoud in Belgisch-Congo en in Ruanda-Urundi dat op deze datum van toepassing was.

Het bedrag van de gezinsbijslag dat in aanmerking wordt genomen om dit van de in artikel 8 voorziene vergoeding te bepalen, is gelijk aan het bedrag dat door de op 30 juni 1960 van kracht zijnde statutaire bepalingen werd voorzien voor de toestand van dienstactiviteit. Het is onderworpen aan het indexcijfer van de kosten van levensonderhoud in Belgisch-Congo en in Ruanda-Urundi dat op die datum van kracht was.

Voor het tijdvak na 30 juni 1960, zijn de in artikel 8 bedoelde vergoeding, de in artikel 9, § 1, bedoelde wachtvergoeding, zomede de in artikel 12 bedoelde degressieve compensatie- en wederaanpassingsvergoeding onderworpen aan de schommelingen van de kosten van levensonderhoud in België volgens de door de Koning te bepalen modaliteiten. Dit is eveneens het geval voor de wedden en gezinsbijslagen die betrekking hebben op het overgangsverlof dat bij de artikelen 3 en 4 wordt voorzien.

Art. 15. § 1. De in artikelen 9, § 2, en 10 bedoelde rustpensioenen worden berekend op de manier welke voor de vaststelling van het bedrag der pensioenen is omschreven in de bepalingen tot vaststelling van de regeling der pensioenen verleend aan de bestuursambtenaren, aan de militairen en aan de ambtenaren van de rechterlijke orde van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi, zoals zij op 30 juni 1960 van kracht waren.

§ 2. De wedde die in aanmerking wordt genomen voor de berekening van de pensioenen, bedoeld in § 1, is de laatste activiteitswedde die bereikt werd op het tijdstip waarop de loopbaan eindigt.

Voor de leden van het beroepspersoneel van de kaders van Afrika gedetacheerd bij de officiële universiteit van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi, wordt rekening gehouden met de laatste activiteitswedde die op dit tijdstip werd bereikt door de betrokkenen als leden van het onderwijzend of wetenschappelijk beroepspersoneel of gelijkgestelden van deze universiteit.

De laatste activiteitswedde wordt berekend overeenkomstig de statutaire bepalingen die op 30 juni 1960 van kracht waren. De coëfficiënt 100/124 wordt hierop toegepast wat betreft de leden van het beroepspersoneel van de kaders van Afrika bedoeld in het eerste artikel, 1^o, 2^o, 4^o, 5^o en 6^o.

Die wedde, nadat daarop desgevallend de coëfficiënt 100/124 werd toegepast, mag echter 350 000 frank niet overschrijden voor de berekening van het rustpensioen bepaald in artikel 9, § 2.

§ 3. Om het bedrag der pensioenen, bedoeld in § 1, te bepalen, worden in aanmerking genomen de diensten en de gelijkgestelde perioden die in aanmerking komen voor de berekening van de loopbaan, krachtens de statutaire bepalingen die op 30 juni 1960 van kracht waren, alsmede de forfaitaire verhoging die, bij toepassing van deze bepalingen, het herstelverlof of het einde-termijnverlof vertegenwoordigen. Deze verhoging is gelijk aan één zesde voor de ambtenaren wier loopbaan minder dan vijftien jaren bedraagt.

De duur van de diensten die in Congo na 30 juni 1960 werden gepresteerd wordt anderhalve maal in aanmerking genomen; de bonificatie welke voortvloeit uit de valorisatie mag echter de drie dienstjaren niet te boven gaan of het totaal van de diensttijd niet op meer dan drieëntwintig jaren brengen.

Voor het bepalen van het percentage van de pensioenen bedoeld in § 1, wordt geen rekening gehouden met de diensten die aanleiding hebben gegeven tot het verlenen van de bijzondere bij decreet van 12 februari 1937 bepaalde vergoedingen, tenzij de belanghebbenden hun voorkeur hebben gegeven aan de pensioenregeling bepaald bij decreet van 4 april 1955 en de wijzigingen welke hierin naderhand werden aangebracht.

§ 4. De rustpensioenen die bij toepassing van de artikelen 9, § 2, en 10, worden toegekend mogen de maxima niet overschrijden die wat de rustpensioenen aangaat, voorzien worden door de bepalingen tot vaststelling van de regeling der pensioenen die worden toegekend aan de bestuursambtenaren, de militaire ambtenaren en deze van de rechterlijke orde van Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi, zoals zij op 30 juni 1960 van kracht waren.

§ 5. De pensioenminima bepaald bij het decreet van 20 maart 1951, aangevuld bij het decreet van 27 juni 1955 zijn niet toepasselijk op de bij toepassing van artikel 9, § 2, verleende rustpensioenen.

Art. 16. Les pensions de retraite prévues aux articles 9, § 2, et 10, et les allocations de capital accordées en vertu de l'article 8, varient en fonction des fluctuations de l'indice général des prix de détail du Royaume selon le régime de mobilité fixé par l'article 3 du décret du 12 mars 1954 relatif à la revalorisation et à la mobilité des pensions civiles et coloniales, tel qu'il a été modifié par le décret du 20 mai 1957.

L'indice pris en considération est celui existant au moment où vient à échéance l'octroi des sommes dues au titre de pension ou d'allocation de capital.

Art. 17. § 1^{er}. Les pensions prévues au § 2 de l'article 9 sont cessibles et saisissables dans les limites fixées ci-après pour les créances découlant de prêts consentis par des organismes de crédit agréés en vue d'investissements destinés à l'installation ou au reclassement professionnel des intéressés :

1° pour les vingt premières annuités, lorsqu'il s'agit d'agents comptant moins de neuf ans de carrière;

2° pour les dix premières annuités, lorsqu'il s'agit d'agents comptant neuf ans et moins de douze ans de carrière;

3° pour les cinq premières annuités, lorsqu'il s'agit d'agents comptant comptant douze ans et moins de quinze ans de services effectifs.

L'indemnité dégressive de compensation et de réadaptation prévue à l'article 12 est entièrement cessible et saisissable pour les créances découlant de prêts consentis par les mêmes organismes en vue d'investissements à effectuer par les membres du personnel intéressé pour les besoins de leur installation.

§ 2. Les pensions de retraite, allocations de capital, indemnité d'attente, indemnité complémentaire et indemnité dégressive de compensation et de réadaptation dues en vertu des dispositions de la présente section sont réduites à concurrence des pensions de retraite, allocations de capital, traitement de disponibilité et indemnités familiales que des Etats étrangers verseraient effectivement aux membres de personnel visés à l'article 2 pour les services qu'ils ont rendus au Congo, au Ruanda-Urundi ou à ces Etats étrangers.

Art. 18. Si, au moment où prend fin la carrière d'un des membres du personnel visés à l'article 2, une action disciplinaire était ouverte à charge de l'intéressé pour les faits justifiant la révocation, l'octroi des pensions de retraite, des allocations de capital et des indemnités y afférentes prévues par les dispositions de la présente section est subordonnée à la décision du Ministre ayant dans ses attributions l'assistance au Congo et au Ruanda-Urundi. Cette décision est prise sur avis d'une commission.

Le Ministre peut également refuser ou retirer l'octroi de ces avantages si, dans les trois mois suivant la date à laquelle il a été mis fin à la carrière de l'intéressé, des faits justifiant la révocation sont relevés à charge de celui-ci. La décision du Ministre est prise sur avis de la commission visée à l'alinéa 1^{er}.

Le Roi fixe la composition de la commission ainsi que la procédure selon laquelle elle émet ses avis.

Lorsque le droit à la pension de retraite ou à l'allocation de capital et aux indemnités y afférentes est refusé à des membres du personnel, la situation des intéressés est réglée, à partir du moment où prend fin leur carrière, conformément aux dispositions du décret du 18 janvier 1956 modifiant le régime des pensions des agents de la colonie et des magistrats de carrière.

Art. 19. Les veuves et orphelins des membres du personnel visés à l'article 2 bénéficient des rentes et allocations prévues par les dispositions légales portant statut de la Caisse d'Assurance du Congo Belge et du Ruanda-Urundi, telles qu'elles étaient en vigueur au 30 juin 1960.

Toutefois, dans le cas où ces membres du personnel ont accompli moins de quinze ans de carrière, la rente de veuve est calculée à raison d'un soixante-huitième du traitement pris en considération pour le calcul de la pension, conformément à l'article 15, pour chaque année de cotisation au profit de la Caisse précitée. Si une partie des retenues a été versée au Trésor public belge pour compte d'affiliés appartenant à une administration ou à un corps métro-

Art. 16. De rustpensioenen, bedoeld in de artikelen 9, § 2, en 10, evenals de kapitaaluitkeringen die krachtens artikel 8 worden toegekend, zijn onderhevig aan de schommelingen van het algemeen indexcijfer van de kleinhandelsprijzen van het Rijk overeenkomstig het mobiliteitsstelsel zoals dit vastgesteld door artikel 3 van het decreet van 12 maart 1954 betreffende de revalorisatie en de mobiliteit van de burgerlijke en koloniale pensioenen, gewijzigd door het decreet van 20 mei 1957.

Het indexcijfer dat in aanmerking wordt genomen is het cijfer dat van kracht is op de vervaldag der bedragen die als pensioen of kapitaaluitkering verschuldigd zijn.

Art. 17. § 1. De in § 2 van artikel 9 bedoelde pensioenen zijn voor overdracht en beslag vatbaar binnen de hierna vastgestelde perken voor de schuldvorderingen voortspruitende uit leningen toegestaan door erkende kredietinstellingen met het oog op investeringen bestemd voor de installatie en de beroepsherklassering van de belanghebbenden :

1° voor de twintig eerste annuïteiten wanneer het ambtenaren betreft die minder dan negen jaren loopbaan tellen;

2° voor de tien eerste annuïteiten wanneer het ambtenaren betreft die negen jaren en minder dan twaalf jaren loopbaan tellen;

3° voor de vijf eerste annuïteiten wanneer het ambtenaren betreft die twaalf jaren en minder dan vijftien jaren effectieve dienst tellen.

De in artikel 12 bedoelde degressieve compensatie- en wederaanpassingsvergoeding is volledig voor overdracht en beslag vatbaar voor de schuldvorderingen voortspruitende uit leningen door dezelfde instellingen toegestaan met het oog op investeringen gedaan door de betrokken personeelsleden voor de behoeften van hun installatie.

§ 2. De rustpensioenen, kapitaaluitkeringen, wachtgeld, bijkomende vergoeding en degressieve compensatie- en wederaanpassingsvergoeding verschuldigd krachtens de bepalingen van deze afdeling worden verminderd ten belope van de rustpensioenen, kapitaaluitkeringen, disponibiliteitswedde en kinderbijslagen welke buitenlandse Staten werkelijk aan de in artikel 2 bedoelde personeelsleden zouden storten voor de diensten door hen bewezen aan Congo, aan Ruanda-Urundi of aan een van deze buitenlandse Staten.

Art. 18. Ingeval op het tijdstip waarop de loopbaan van een van de personeelsleden bedoeld in artikel 2, ten laste van de betrokkene een tuchtvordering is ingesteld wegens feiten welke tot afzetting kunnen leiden, wordt het verlenen van de rustpensioenen, kapitaaluitkeringen en hieraan verbonden vergoedingen bedoeld in de bepalingen van deze afdeling afhankelijk gesteld van de beslissing van de Minister die bevoegd is inzake bijstand aan Congo en Ruanda-Urundi. Deze beslissing wordt genomen op advies van een commissie.

De Minister kan eveneens het verlenen van deze voordelen weigeren of intrekken indien, binnen drie maanden volgend op de datum waarop een einde werd gemaakt aan de loopbaan van de betrokkene, hem feiten worden ten laste gelegd welke tot afzetting kunnen leiden. De beslissing van de Minister wordt getroffen op advies van de in het eerste lid bedoelde commissie.

De Koning bepaalt de samenstelling van de commissie, alsmede de procedure volgens welke zij haar adviezen uitbrengt.

Wanneer het recht op het rustpensioen of op de kapitaaluitkering en op de hieraan verbonden vergoedingen aan personeelsleden wordt geweigerd, wordt de toestand van de betrokkenen geregeld vanaf het tijdstip waarop hun loopbaan eindigt, overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 18 januari 1956 tot wijziging van de regeling van de pensioenen der ambtenaren der kolonie en van de beroepsmagistraten.

Art. 19. De weduwen en wezen van de in artikel 2 bedoelde personeelsleden komen in aanmerking voor de renten en vergoedingen bedoeld in de wettelijke bepalingen houdende statuut van de Verzekeringskas van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi, zoals deze van kracht waren op 30 juni 1960.

Ingeval echter deze personeelsleden een loopbaan van minder dan vijftien jaren hebben volbracht, wordt de weduwerente berekend naar rato van één achtenzestigste van de wedde die in aanmerking komt voor de berekening van het pensioen, overeenkomstig artikel 15, voor elk bijdragejaar ten bate van voormelde Kas. Indien een gedeelte van de afhoudingen in de Belgische Schatkist werd gestort voor rekening van aangeslotenen die tot een moederlands

politain, en vue de la constitution d'une pension métropolitaine de survie, la rente est calculée au prorata des retenues restées à la Caisse d'Assurance.

Art. 20. Les membres du personnel visés à l'article 2 bénéficient du régime d'assurance instauré par le décret du 4 août 1959 sur l'assurance relative aux soins de santé des agents et anciens agents administratifs et militaires, des magistrats et anciens magistrats de carrière et des agents et anciens agents de l'Ordre judiciaire et de la police judiciaire des parquets.

Ils sont considérés, pour le bénéfice de cette assurance, comme anciens agents au sens de l'article 2 du dit décret.

Les cotisations sont retenues mensuellement sur les indemnités d'attente et les pensions octroyées aux intéressés en vertu des articles 9 et 10 de la présente loi.

Elles sont versées par les membres du personnel eux-mêmes lorsque ceux-ci ne bénéficient pas d'une indemnité d'attente ou d'une pension en application de ces articles ou cessent d'en bénéficier.

Les membres du personnel qui, en vertu du présent article, bénéficient du régime d'assurance instauré par le décret du 4 août 1959 peuvent se désister. La notification du désistement entraîne l'abandon du régime d'assurance. Dans le cas où les intéressés sont assujettis obligatoirement à un autre régime d'assurance pour soins de santé, le désistement intervient d'office.

Art. 21. § 1^{er}. Pour l'application des articles 22 et 23 de la loi du 2 août 1955, portant péréquation des pensions de retraite et de survie :

1° Le congé de transition, à l'exception de la prolongation accordée en vertu de l'article 23, qui n'entre pas en ligne de compte, est considéré comme « temps passé en Europe au service de la colonie » ;

2° Les pensions et les allocations de capital allouées en vertu des dispositions de la présente section sont considérées comme étant allouées à charge du Trésor colonial.

§ 2. Pour l'application de la loi du 20 mars 1958, relative au cumul des pensions et des traitements et au régime des pensions de retraite afférentes à des fonctions multiples, les pensions et allocations, visées par la loi du 14 mars 1960 portant garantie par l'Etat belge des pensions, rentes, allocations et autres avantages à charge du Congo Belge ou du Ruanda-Urundi, ainsi que les pensions accordées en vertu de la présente loi sont considérées comme des pensions à charge du Trésor colonial.

§ 3. Les allocations de capital sont considérées par ailleurs comme constituant un « avantage tenant lieu de pension » au sens de l'article 13 de la loi du 12 juillet 1957 relative à la pension de retraite et de survie des employés.

Art. 22. § 1^{er}. Dans le cas où les dispositions de l'article 9, § 1^{er}, s'appliquent cumulativement à deux conjoints, sauf le cas de séparation de corps et de biens prononcée avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi, l'indemnité d'attente attribuée à l'épouse est réduite de moitié, à moins que, de commun accord, les intéressés sollicitent dans la demande prévue à l'article 7, que la réduction se fasse sur l'indemnité attribuée au mari.

§ 2. Les personnes pouvant revendiquer les avantages prévus par les dispositions de la présente section ainsi que ceux prévus en faveur des agents de complément de l'Administration d'Afrique, des membres du personnel laïc agréé de l'enseignement libre au Congo et au Ruanda-Urundi, des membres du personnel administratif, de maîtrise et spécialisé de l'université officielle du Congo et du Ruanda-Urundi, des agents temporaires de l'Administration d'Afrique et des membres du personnel d'Afrique du secteur parastatal ou assimilé, ne jouissent que des avantages prévus par les dispositions de la présente loi.

Les avantages dus aux intéressés pour la durée du congé de transition ne leur sont accordés que pour la période pour laquelle ils n'ont pas reçu d'avantages similaires des institutions ou organismes auprès desquels ils étaient détachés ou autorisés à exercer leurs fonctions.

bestuur of korps behoren, met het oog op de vestiging van een moederlands overlevingspensioen, wordt de rente berekend naar rato van de afhoudingen die ter beschikking van de Verzekeringskas zijn gebleven.

Art. 20. De in artikel 2 bedoelde personeelsleden komen in aanmerking voor de verzekeringsregeling ingevoerd door het decreet van 4 augustus 1959 op de verzekering betreffende de gezondheidszorgen van de huidige en gewezen bestuurs- en militaire ambtenaren, van de huidige en gewezen beroepsmagistraten en van de huidige en gewezen ambtenaren van de Rechterlijke Orde en van de gerechtelijke politie bij de parketten.

Ten opzichte van het voordeel van deze verzekering worden zij beschouwd als gewezen ambtenaren in de betekenis hieraan door artikel 2 van voormeld decreet gegeven.

De bijdragen worden maandelijks afgehouden van het wachtgeld en van de pensioenen welke krachtens de artikelen 9 en 10 van deze wet aan de betrokkenen worden toegekend.

Zij worden door de personeelsleden zelf gestort wanneer dezen niet meer in aanmerking komen voor een wachtgeld of voor een pensioen, in toepassing van die artikelen, of ophouden hiervoor in aanmerking te komen.

De personeelsleden die krachtens dit artikel in aanmerking komen voor de verzekeringsregeling, ingevoerd door het decreet van 4 augustus 1959 mogen deze verzaken. De betekening van de verzaking brengt de afstand van de verzekeringsregeling mede. Wanneer de belanghebbenden verplicht onderworpen zijn aan een andere verzekeringsregeling voor gezondheidszorgen, treedt de verzaking ambtshalve in.

Art. 21. § 1. Voor de toepassing van de artikelen 22 en 23 van de wet van 2 augustus 1955 houdende aanpassing van de rust- en overlevingspensioenen :

1° Wordt het overgangsverlof, uitgezonderd de verlenging toegestaan krachtens artikel 23 die niet in aanmerking wordt genomen, beschouwd als « in Europa in dienst van de kolonie doorgebrachte tijd » ;

2° Worden de pensioenen en kapitaaluitkeringen toegekend krachtens de beschikkingen van onderhavige afdeling, beschouwd als toegekend ten laste van de Koloniale Schatkist.

§ 2. Voor de toepassing van de wet van 20 maart 1958 betreffende de cumulatie van pensioenen en wedden en de regeling inzake rustpensioenen die aan verschillende ambten verbonden zijn, worden de pensioenen en toelagen bedoeld bij de wet van 14 maart 1960 houdende waarborg van de Belgische Staat voor de pensioenen, renten, toelagen en andere voordelen ten laste van Belgisch-Congo of van Ruanda-Urundi, evenals de pensioenen toegekend krachtens onderhavige wet beschouwd als pensioenen ten laste van de Koloniale Schatkist.

§ 3. Overigens worden de kapitaaluitkeringen beschouwd als een « voordeel dat als pensioen geldt » in de zin van artikel 13 der wet van 12 juli 1957 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor bedienden.

Art. 22. § 1. Ingeval de bepalingen van artikel 9, § 1, cumulatief van toepassing zijn op twee echtgenoten, wordt, behoudens in geval van scheiding van tafel en bed en van goederen, uitgesproken vóór de datum van inwerkingtreding van deze wet, de aan de echtgenote toegekende wachtvergoeding met de helft verminderd, tenzij de betrokkenen in onderlinge overeenstemming bij de in artikel 7 bedoelde aanvraag verzoeken om de vermindering toe te passen op de vergoeding van de man.

§ 2. De personen die aanspraak kunnen maken op de voordelen voorzien bij de bepalingen van deze afdeling evenals op die voorzien ten gunste van de aanvullingsambtenaren van het Bestuur van Afrika, van het erkend lekenpersoneel van het vrij onderwijs in Congo en in Ruanda-Urundi, van de leden van het administratief, meesters- en gespecialiseerd personeel van de officiële universiteit van Congo en Ruanda-Urundi, van de tijdelijke agenten van het Bestuur in Afrika en van het personeel van Afrika van de parastatale of daarmee gelijkgestelde sector, genieten de voordelen die in deze wet voorzien worden.

De voordelen die aan de belanghebbenden verschuldigd zijn voor de duur van het overgangsverlof, worden hun slechts toegekend voor de periode gedurende welke zij geen gelijkaardige voordelen hebben verkregen vanwege de instellingen of organismen waarbij ze gedetacheerd werden of tot het uitoefenen van hun functies toegelaten werden.

Dispositions transitoires.

Art. 23. § 1^{er}. Lorsque le congé de transition, calculé conformément aux dispositions de l'article 3, doit prendre fin avant la date de la publication de la présente loi, la durée de ce congé est prolongée jusqu'à cette date.

Les membres du personnel visés à l'article 2 dont le congé est ainsi prolongé, bénéficient pendant la durée de cette prolongation, du régime instauré par l'article 2 de la loi du 31 janvier 1961 portant certaines mesures provisoires en faveur de personnes ayant exercé des fonctions publiques ou autres au Congo Belge ou au Ruanda-Urundi. Ils bénéficient en outre, pendant cette même période, des avantages prévus par leur statut en matière de soins de santé en faveur des membres du personnel en congé de reconstitution ou de fin de terme et en faveur des membres de leur famille.

Le bénéfice des alinéas 1^{er} et 2 du présent paragraphe n'est pas accordé, pour la période durant laquelle ils ont été mis en disponibilité, aux membres du personnel visés à l'article 2 qui se sont trouvés dans cette position entre la date de la cessation définitive de leurs services et celle de la publication de la présente loi. La carrière des intéressés prend fin à cette date de publication et le congé de transition ou la partie de ce congé auxquels ils peuvent encore prétendre est remplacé par l'allocation prévue à l'article 3, huitième alinéa.

§ 2. La prolongation du congé de transition accordée en vertu du § 1^{er} du présent article s'impute sur la période pendant laquelle les membres du personnel visés à l'article 2 peuvent bénéficier d'une indemnité d'attente et d'indemnités familiales en vertu de l'article 9, § 1^{er}, la durée de cette prolongation étant considérée, pour l'octroi de ces avantages, comme ayant déjà donné droit à ceux-ci.

La durée des services effectifs à accomplir pour obtenir le droit à la pension de retraite prévue à l'article 9, § 2, est calculée à dater du jour où a débuté la prolongation du congé de transition accordée en vertu du § 1^{er} du présent article, pour les membres du personnel qui ont bénéficié de cette prolongation.

Le montant des traitements et indemnités familiales alloués en application de l'article 2 de la loi du 31 janvier 1961 est déduit des sommes dues en vertu de l'article 8.

SECTION II.

Art. 24. § 1^{er}. Le régime des pensions, rentes et allocations, tel qu'il résulte des dispositions légales en vigueur au 30 juin 1960 et relatives aux membres du personnel de carrière des cadres d'Afrique et à leurs ayants droit, est applicable à ceux des membres de ce personnel qui ont cessé définitivement leurs services avant cette date ainsi qu'à leur veuve et à leurs orphelins.

Ce régime est également applicable aux membres du personnel de carrière des cadres d'Afrique qui, postérieurement au 29 juin 1960, ont cessé définitivement leurs services pour une des causes statutaires énumérées à l'article 2 ainsi qu'à leur veuve et à leurs orphelins. Les règles prévues dans ce régime pour le calcul de la pension du gouverneur général du Congo belge s'appliquent pour le calcul de la pension du résident général du Ruanda-Urundi.

Bénéficient, en outre, de ce régime, les veuves et orphelins des membres du personnel de carrière des cadres d'Afrique qui décèdent en service postérieurement au 30 juin 1960.

§ 2. Pour le calcul des pensions, rentes et allocations prévues au § 1^{er}, le traitement pris en considération est le dernier traitement d'activité atteint au moment de la fin de carrière, calculé conformément aux dispositions statutaires en vigueur au 30 juin 1960. Ce traitement est affecté du coefficient 100/124 en ce qui concerne les membres du personnel de carrière des cadres d'Afrique visés à l'article 1^{er}, 1^o, 2^o, 4^o, 5^o et 6^o.

Le temps de service presté au Congo après le 30 juin 1960 est, pour le calcul des pensions prévues au § 1^{er}, valorisé conformément aux dispositions de l'article 15, § 3, deuxième alinéa.

Art. 25. Les règles prévues ci-dessous doivent être appliquées pour le calcul des pensions de veuves et d'orphelins en exécution de l'arrêté royal n° 254 du 12 mars 1936 unifiant le régime des pensions des veuves et des orphelins du personnel civil de l'Etat et du personnel assimilé, et de l'arrêté royal n° 255 du 12 mars 1936 unifiant le régime des pensions des veuves et des orphelins des

Overgangsbepalingen.

Art. 23. § 1. Wanneer het overgangsverlof, berekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 3, een einde moet nemen vóór de datum van de bekendmaking dezer wet, wordt de duur van dit verlof verlengd tot op die datum.

De in artikel 2 bedoelde personeelsleden wier verlof aldus wordt verlengd, genieten tijdens de duur dezer verlenging, het stelsel dat is ingesteld bij artikel 2 van de wet van 31 januari 1961 houdende sommige voorlopige maatregelen ten gunste van personen die een openbaar of ander ambt hebben uitgeoefend in Belgisch-Congo en in Ruanda-Urundi. Gedurende diezelfde periode komen zij bovendien in aanmerking voor de door hun statuut inzake geneeskundige verzorging bepaalde voordelen ten gunste van de personeelsleden met herstelverlof of eindetermijn en ten gunste hunner gezinsleden.

Het voordeel bij het eerste en tweede lid van deze paragraaf voorzien, wordt voor de periode dat zij het voorwerp uitmaakten van een terbeschikkingstelling, niet toegekend aan de personeelsleden bedoeld in artikel 2 die ter beschikking werden gesteld tussen de datum van hun definitieve dienstneerlegging en die van de bekendmaking van deze wet. De loopbaan der belanghebbenden neemt een einde op de datum van die bekendmaking en het overgangsverlof of het gedeelte van dit verlof waarop ze nog aanspraak mogen maken, wordt vervangen door de uitkering die bij artikel 3, achtste lid, voorzien wordt.

§ 2. De verlenging van het overgangsverlof, toegekend krachtens § 1 van dit artikel, wordt aangerekend op de periode tijdens welke de in artikel 2 bedoelde personeelsleden een wachtgeld en gezinsbijslag kunnen genieten krachtens artikel 9, § 1, daar de duur van die verlenging, voor de toekenning dezer voordelen, wordt beschouwd alsof zij hierop reeds recht had gegeven.

De duur van de werkelijke diensten die dienen volbracht ter verkrijging van het recht op het rustpensioen zoals bepaald in artikel 9, § 2, wordt berekend vanaf de dag waarop de verlenging van het verlof, toegekend krachtens § 1 van dit artikel, is ingegaan, voor de personeelsleden die deze verlenging hebben genoten.

Het bedrag der wedden en gezinsbijslagen, toegekend in toepassing van artikel 2 van de wet van 31 januari 1961, wordt afgetrokken van de krachtens artikel 8 verschuldigde sommen.

AFDELING II.

Art. 24. § 1. De regeling van de pensioenen, renten en uitkeringen, zoals deze voortvloeit uit de wettelijke bepalingen van kracht op 30 juni 1960 en die betrekking heeft op de leden van het beroepspersoneel der kaders in Afrika en op hun rechthebbers, is van toepassing op de personeelsleden die hun dienst definitief hebben neergelegd vóór die datum, alsook op hun weduwe en wezen.

Deze regeling is eveneens van toepassing op de leden van het beroepspersoneel der kaders in Afrika die hun dienst definitief hebben neergelegd na 29 juni 1960 uit hoofde van één der in artikel 2 opgesomde statutaire redenen, alsook op hun weduwe en wezen. De regelen, welke voor berekening van het pensioen van de gouverneur-generaal van Belgisch-Congo in deze regeling zijn vastgesteld, zijn van toepassing bij de berekening van het pensioen van de resident-generaal van Ruanda-Urundi.

Komen bovendien in aanmerking voor deze regeling de weduwen en wezen der leden van het beroepspersoneel der kaders in Afrika, die na 30 juni 1960 in dienst overlijden.

§ 2. Bij de berekening van de pensioenen, renten en uitkeringen, zoals bepaald in § 1 wordt in aanmerking genomen de laatste activiteitswedde die werd bereikt op het tijdstip dat de loopbaan ten einde loopt en berekend overeenkomstig de statutaire bepalingen van kracht op 30 juni 1960. Deze wedde is aan de coëfficiënt 100/124 onderhevig wat betreft de leden van het beroepspersoneel der kaders in Afrika, bedoeld in het eerste artikel, 1^o, 2^o, 4^o, 5^o en 6^o.

De duur van de na 30 juni 1960 in Congo gepresteerde dienst wordt voor de berekening der bij § 1, voorziene pensioenen, gevaloriseerd overeenkomstig de bepalingen van artikel 15, § 3, tweede lid.

Art. 25. De hieronder vastgestelde regelen moeten worden toegepast bij de berekening van de weduwen- en wezenpensioenen, in uitvoering van het koninklijk besluit nr. 254 van 12 maart 1936 tot eenmaking van de pensioenregeling voor de weduwen en wezen van het burgerlijk personeel van de Staat en het daarmee gelijkgestelde personeel, en van het koninklijk besluit nr. 255 van 12 maart 1936 tot eenmaking van de pensioenregeling voor de weduwen en wezen van de leden die tot het leger en de rijkswacht

membres de l'armée et de la gendarmerie, lorsqu'il s'agit de pensions à accorder aux veuves et orphelins des membres du personnel de carrière des cadres d'Afrique visés à l'article 1^{er} :

1° Les services ayant donné lieu à la perception de cotisations au profit de la Caisse d'Assurance du Congo belge et du Ruanda-Urundi sont pris éventuellement en considération pour parfaire la durée d'une année de service prévue au premier alinéa des articles 1 et 4, la durée de quinze années de services prévue au § 2 de l'article 2 et la durée de vingt années prévue au cinquième alinéa de l'article 4 de l'arrêté royal n° 254 du 12 mars 1936 ainsi qu'au cinquième alinéa de l'article 1^{er} de l'arrêté royal n° 255 du 12 mars 1936.

2° Le taux de 30 % pour les vingt premières années ou pour toutes les années si leur nombre total est inférieur à 20, prévu au premier alinéa de l'article 8 des arrêtés royaux n° 254 et 255 du 12 mars 1936 et l'article 118 de la loi du 14 février 1961 est remplacé par 1,5 % par année; celui de 33 % prévu au deuxième alinéa du même article de l'arrêté royal n° 254 est remplacé par 1,65 % par année; celui de 43 % pour les 33 premières années ou pour toutes les années si leur nombre est inférieur à 33, prévu au § 2, de l'article 8 de l'arrêté royal n° 255 est remplacé par 43/33 % par année.

3° Le minimum de 30 % prévu à l'article 14, § 1^{er}, des mêmes arrêtés royaux est réduit de 1,5 % par année de service donnant lieu à l'attribution effective d'une rente de veuve à charge de la Caisse d'Assurance du Congo belge et du Ruanda-Urundi.

4° L'augmentation de la pension de veuve du chef d'enfants et l'accroissement de la pension d'orphelin attribuée en exécution des arrêtés royaux n° 254 et 255 du 12 mars 1936 ne sont dus que dans la mesure où ils dépassent les allocations d'orphelins prévues par le décret du 28 juin 1957 portant statut de la Caisse d'Assurance du Congo belge et du Ruanda-Urundi.

Art. 26. § 1^{er}. Pour l'application de l'article 60 des lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939, ainsi que des lois et règlements qui se réfèrent à cette disposition, les indemnités ou allocations familiales octroyées aux bénéficiaires de la présente loi en complément, soit d'un traitement afférent au congé de transition prévu à l'article 3, soit de l'indemnité d'attente prévue à l'article 9, § 1^{er}, soit d'une pension octroyée en raison de la qualité de membre du personnel de carrière des cadres d'Afrique, sont comprises dans « les allocations familiales... dues en vertu d'autres dispositions légales ou réglementaires visées à l'article 60... quatrième alinéa de l'arrêté royal du 19 décembre 1939 précité ».

§ 2. Sans préjudice des dispositions de l'article 17, § 1^{er}, la loi du 21 ventôse an IX qui détermine la portion saisissable sur les traitements des fonctionnaires publics et employés civils est applicable en ce qui concerne les traitements de congé de transition, les allocations remplaçant en tout ou en partie ce congé et les indemnités d'attente prévues par la présente loi.

Sans préjudice des dispositions des articles 9, § 3, et 17, § 1^{er}, l'article 10 de la loi du 2 août 1955 qui détermine la portion saisissable des pensions civiles et ecclésiastiques est applicable en ce qui concerne les pensions et allocations tenant lieu en tout ou en partie de pensions accordées conformément aux dispositions de la présente loi.

§ 3. Les indemnités familiales accordées durant le congé de transition ou en complément de l'indemnité d'attente peuvent être octroyées directement à l'épouse ou à la personne ayant la garde des enfants, dans les conditions à déterminer par le Roi.

Art. 27. L'Etat apporte sa garantie aux traitements, indemnités familiales et indemnités de décès, dus pour la période antérieure au 30 juin 1960 aux membres du personnel de carrière des cadres d'Afrique visés à l'article 1^{er}, en vertu des dispositions légales ou réglementaires régissant leur situation administrative, ou à leurs ayants droit.

Art. 28. Les membres du personnel de carrière des cadres d'Afrique visés à l'article 2 qui appartiennent aux cadres actifs de l'armée métropolitaine et qui, conformément au décret du 4 avril 1955, ont opté pour le régime des pensions peuvent, à leur demande, obtenir que les sommes correspondant à la partie des allocations spéciales qu'ils ont remboursées, leur soient à nouveau versées.

behoren, wanneer het pensioenen betreft toe te kennen aan de weduwen en wezen van de leden van het beroepspersoneel der kaders in Afrika, zoals bedoeld in het eerste artikel :

1° De diensten, waarvoor een bijdrage werd geïnd ten bate van de Verzekeringskas van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi, worden eventueel in aanmerking genomen om een dienstjaar te voltooien zoals bepaald in het eerste lid van de artikelen 1 en 4, om vijftien dienstjaren te voltooien zoals bepaald in § 2 van artikel 2, of nog om twintig dienstjaren te voltooien zoals bepaald in het vijfde lid van artikel 4 van het koninklijk besluit nr. 254 van 12 maart 1936, evenals in het vijfde lid van het eerste artikel van het koninklijk besluit nr. 255 van 12 maart 1936.

2° Het bedrag van 30 % voor de eerste twintig jaren of voor alle jaren indien het totaal ervan lager ligt dan 20, bepaald in het eerste lid van artikel 8 van de koninklijke besluiten nrs. 254 en 255 van 12 maart 1936 en van artikel 118 van de wet van 14 februari 1961, wordt vervangen door 1,5 % per jaar; dat van 33 % bepaald in het tweede lid van hetzelfde artikel van het koninklijk besluit nr. 254 wordt vervangen door 1,65 % per jaar; dat van 43 % voor de eerste 33 jaren of voor alle jaren indien het totaal ervan lager ligt dan 33, bepaald in § 2 van artikel 8 van het koninklijk besluit nr. 255 wordt vervangen door 43/33 % per jaar.

3° Het minimum van 30 % bepaald in artikel 14, § 1, van dezelfde koninklijke besluiten wordt verminderd met 1,5 % per jaar dienst dat aanleiding geeft tot de werkelijke toekenning van een weduwenrente ten laste van de Verzekeringskas van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi.

4° De verhoging van het weduwenpensioen wegens kinderen en de verhoging van het wezenpensioen toegekend in uitvoering van de koninklijke besluiten nrs. 254 en 255 van 12 maart 1936, zijn slechts verschuldigd in zover ze meer bedragen dan de wezen-uitkeringen bepaald in het decreet van 28 juni 1957 houdende het statuut van de Verzekeringskas van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi.

Art. 26. § 1. Voor de toepassing van artikel 60 van de wetten betreffende de gezinsbijslag voor werknemers, gecoördineerd door het koninklijk besluit van 19 december 1939, alsmede van de wetten en verordeningen welke naar die bepaling verwijzen zijn de gezinsvergoedingen of gezinsbijslag toegekend aan de begunstigen van deze wet ter aanvulling hetzij van een wedde verbonden aan het in artikel 3 bedoelde overgangsverlof, hetzij van het in artikel 9, § 1, bepaalde wachtgeld, hetzij van een pensioen verleend uit hoofde van de hoedanigheid van lid van het beroepspersoneel der kaders in Afrika, begrepen in « de gezinsbijslag... verschuldigd krachtens andere wettelijke of verordenende bepalingen bedoeld in artikel 60... vierde lid, van voornoemd koninklijk besluit van 19 december 1939 ».

§ 2. Onverminderd de beschikkingen van artikel 17, § 1, is de wet van 21 ventôse jaar IX die het voor beslag vatbare gedeelte van de wedden der openbare ambtenaren en der burgerlijke bedienden vaststelt toepasselijk voor wat betreft de wedden van het overgangsverlof, de uitkeringen die dit verlof geheel of gedeeltelijk vervangen en de wachtgeldten die bij deze wet zijn voorzien.

Onverminderd de beschikkingen van artikelen 9, § 3, en 17, § 1, is artikel 10 van de wet van 2 augustus 1955 die het voor beslag vatbare gedeelte der burgerlijke pensioenen vaststelt, toepasselijk wat betreft de pensioenen en uitkeringen die in hun geheel of ten dele, pensioenen uitmaken die overeenkomstig de bepalingen van deze wet worden toegekend.

§ 3. De gezinsbijslagen die gedurende het overgangsverlof of samen met het wachtgeld verschuldigd zijn, kunnen, in de door de Koning te bepalen voorwaarden, rechtstreeks aan de echtgenote of de persoon die met de bewaking der kinderen belast is, worden toegestaan.

Art. 27. De Staat waarborgt de wedden, de gezinsbijslagen en de vergoedingen wegens overlijden, welke voor de periode vóór 30 juni 1960 verschuldigd zijn aan de in het eerste artikel bedoelde leden van het beroepspersoneel der kaders in Afrika, krachtens de wettelijke of verordenende bepalingen welke hun administratieve toestand regelen, of aan hun rechthebbenden.

Art. 28. De in artikel 2 bedoelde leden van het beroepspersoneel van de kaders in Afrika die tot de actieve kaders van het moederlandse leger behoren en die, overeenkomstig het decreet van 4 april 1955, de voorkeur hebben gegeven aan de pensioenregeling, kunnen, op hun verzoek, bekomen dat de bedragen overeenstemmende met het gedeelte van de door hen terugbetaalde bijzondere uitkeringen hun opnieuw gestort worden.

Si les intéressés ne font pas usage de cette faculté, les sommes correspondant à la partie des allocations spéciales qu'ils doivent encore rembourser, sont déduites des sommes dues au titre de pension ou d'indemnité en application des articles 9, § 2, 10 et 12, § 2.

Les modalités d'application du présent article sont réglées par le Roi.

Art. 29. § 1^{er}. Est rapportée, en tant qu'elle concerne les membres du personnel visés à l'article premier de la présente loi, la loi du 21 mars 1960 relative à l'intégration des membres du personnel de l'administration d'Afrique, de la force publique et de la magistrature dans les services publics métropolitains, telle qu'elle a été complétée par les lois des 24 et 27 juin 1960.

§ 2. Est abrogée, en tant qu'elle concerne les membres du personnel visés à l'article 2 de la présente loi, la loi du 31 janvier 1961 portant certaines mesures provisoires en faveur de personnes ayant exercé des fonctions publiques ou autres au Congo Belge ou au Ruanda-Urundi.

§ 3. Est abrogée, sauf en ce qui concerne les concours d'admission en voie d'organisation à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, la loi du 20 février 1961 portant certaines mesures provisoires en vue de faciliter le recrutement aux emplois publics en Belgique des personnes ayant exercé des fonctions publiques au Congo Belge ou au Ruanda-Urundi.

§ 4. Sont abrogées les dispositions statutaires relatives à la mise en disponibilité pour cause de suppression ou de retrait d'emploi ou pour retraite des membres du personnel de carrière des cadres d'Afrique ainsi que les dispositions statutaires relatives au détachement des intéressés, sauf en ce qui concerne le détachement auprès de l'Université officielle du Congo Belge et du Ruanda-Urundi.

Art. 30. La présente loi produit ses effets le 30 juin 1960, sauf les articles 6 et 29, §§ 2, 3 et 4, qui entrent en vigueur à la date de la publication de la présente loi.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 27 juillet 1961.

Indien de belanghebbenden van dit recht geen gebruik maken, worden de bedragen overeenstemmende met het gedeelte van de door hen nog terug te betalen bijzondere uitkeringen afgetrokken van de in toepassing van de artikelen 9, § 2, 10 en 12, § 2, als pensioen of vergoeding verschuldigde bedragen.

De toepassingsmodaliteiten van dit artikel worden door de Koning geregeld.

Art. 29. § 1. Wordt ingetrokken, in zover zij de in het eerste artikel van deze wet bedoelde personeelsleden betreft, de wet van 21 maart 1960 op de opnemng van het personeel van het bestuur in Afrika, van de weermacht en van de magistratuur in de moederlandse openbare diensten, zoals aangevuld door de wetten van 24 en 27 juni 1960.

§ 2. Wordt opgeheven, in zover zij de in artikel 2 van deze wet bedoelde personeelsleden betreft, de wet van 31 januari 1961 houdende sommige voorlopige maatregelen ten gunste van de personen die in Congo of in Ruanda-Urundi openbare of andere functies hebben uitgeoefend.

§ 3. Wordt opgeheven de wet van 20 februari 1961 houdende sommige voorlopige maatregelen ten einde de recrutering tot de openbare ambten in België te vergemakkelijken ten gunste van de personen die in Belgisch-Congo of in Ruanda-Urundi een openbaar of een ander ambt hebben uitgeoefend, behalve wat betreft de toelatingsexamens waarvan de organisatie aan de gang is op de datum van de inwerkingtreding van deze wet.

§ 4. Worden opgeheven de statutaire bepalingen betreffende de terbeschikkingstelling wegens ambtsafschaffing, ambtsontheffing of opruistelling van de leden van het beroepspersoneel der kaders van Afrika evenals de statutaire bepalingen betreffende de detachering van de belanghebbenden, behalve wanneer het de detachering bij de officiële universiteit van Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi betreft.

Art. 30. Deze wet wordt van kracht op 30 juni 1960, uitgezonderd de artikelen 6 en 29, §§ 2, 3 en 4, die van kracht worden op de datum van de bekendmaking van deze wet.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 27 juli 1961.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Pour le Ministre de l'Intérieur
et de la Fonction publique, absent :
Le Ministre de l'Agriculture,

Van Koningswege :
Voor de Minister van Binnenlandse Zaken
en van het Openbaar Ambt, afwezig :
De Minister van Landbouw,

Ch. HEGER

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre des Affaires étrangères,

De Vice-Eerste-Minister
en Minister van Buitenlandse Zaken,

P.-H. SPAAK

Pour le Ministre du Commerce extérieur
et de l'Assistance technique, absent :
Le Ministre de la Défense nationale,

Voor de Minister van Buitenlandse Handel
en Technische Bijstand, afwezig :
De Minister van Landsverdediging,

P.-W. SEGERS

Le Ministre des Finances,

De Minister van Financiën,

A. DEQUAE

Le Ministre, Adjoint aux Finances,

De Minister, Adjunkt voor Financiën,

F. TIELEMANS

Vu et scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,

P. VERMEYLEN

14

XXXXXXX

XXXXXXX

MININTER

KIGALI

2504/PERS RVT 245118/PERS TELEGRAMME

n°2219/PERS COMM DU 29 NOVEMBRE 1961 PAS

ARRIVE

PREFET

Monsieur le Préfet

SHANGUGU

